

La droite s'unit pour conquérir le Val de Marne



Alors que la droite est donnée favorite en Seine-et-Marne et en Essonne aux élections départementales de mars 2015, le Val-de-Marne est sur la tangente avec une dizaine de cantons assurés de part et d'autre et cinq où le score sera sans doute très serré comme il l'a été aux municipales.

Pour la droite, la prise du Val de Marne serait une étape de plus dans le grand chelem vers les élections régionales de décembre 2015, après la première vague bleue de mars 2014. Pour le département, le dernier de majorité PCF avec l'Allier, ce serait un séisme, alors qu'il a toujours été communiste en dehors du mandat de Roland Nungesser de 1970 à 1976.

C'est dans ce contexte qu'UMP, UDI et Modem ont conclu de manière inédite un accord au niveau départemental. Ce lundi 19 janvier, les trois partis ont annoncé 20 premiers binômes portés en commun.

Génération municipales 2014

Une quarantaine de candidats renouvelés dont la moyenne d'âge est de 47 ans.

Seuls 6 des 17 conseillers généraux soutenus par ces trois partis aux dernières élections sont à nouveau en lice à Maisons-Alfort avec Marie-France Parrain et Olivier Capitanio, tous deux UMP, à Champigny-Chennevières avec Jean-Pierre Barnaud (Modem), à Vincennes avec Dominique Le Bideau, centriste sans étiquette et dans le plateau briard et haut Val de Marne avec Pierre-Jean Gravelle et Jean-Daniel Amsler. Les têtes de listes des municipales 2014 fournissent le gros du bataillon avec des nouveaux maires comme Vincent Jeanbrun (L'Haÿ), Françoise Lecoufle (Limeil), Marie-Christine Ségui (Ormesson), des maires ré-élus qui ont perdu leur siège de député en 2012 comme Didier Gonzales (Villeneuve-le-Roi) ou Richard Dell'Agnola (Thiais), ou encore des non-élus sur des terres de gauche comme le binôme Gildas Lecoq – Brigitte Chambre-Martin à Fontenay, Benoit Crespin à Gentilly, Metin Yavuz à Valenton ou encore Alain Afflatet à Vitry. Dans plusieurs cantons encore, ce-ne-sont pas les maires élus qui se présentent mais des membres de leur équipe comme à Saint-Maur avec les deux adjoints Jean-François Le Helloco et Laurence Coulon, Karine Bastier à la Queue en Brie, Sabine Patoux au Plessis, Emmanuel Gilles de la Londe à Bry...

Les points qui coïncident encore

Dans deux cantons, Charenton-Joinville-Saint-Maurice et Nogent-Le Perreux, l'UMP a désigné des binômes mais l'UDI ne s'est pas encore prononcé sur le soutien ou non à cette candidature. Des désaccords subsistent sur les noms des suppléants à Charenton, qui font suite à des dissensions lors des municipales. L'accord n'est pas

non plus acté sur Nogent Le Perreux. A Villeneuve-Saint-Georges-Choisy, où l'UMP avait investi la seconde de liste du divers droite Philippe Gaudin qui avait fait alliance avec le FN au second tour des municipales de Villeneuve, la situation a évolué et UMP, UDI et Modem sont en phase pour ne pas mettre en lice de candidat marqué par l'alliance avec le FN, mais les noms ne sont pas encore sortis du chapeau. Restent également deux candidates à désigner à Cachan et Orly.

A noter aussi que l'union officielle des partis n'empêchera pas ici ou là de possibles candidatures dissidentes, comme à Villejuif où Jean-François Harel (UDI) s'interroge.

Gauche divisée, Front National conquérant, abstentions...

En plein élan depuis les dernières municipales, la droite et le centre droit peuvent aussi compter dans le département sur les grandes difficultés de la gauche à se rassembler, déchirée notamment entre ceux qui refusent toute union avec les alliés de la politique gouvernementale et les autres, et pas tout à fait remise non plus des alliances passées entre socialistes et écologistes aux précédentes cantonales, toujours pas digérées par les communistes. Alors que de beaux scores semblent aussi promis au Front National, un sondage Odoxa de décembre le plaçant en tête des intentions de vote des Français, et que le parti a raflé 24 sièges de conseiller d'opposition dans 11 villes du département, les représentants de la droite val de marnaise ne semblent pas non plus inquiets, comptant justement sur leur alliance pour passer systématiquement devant, et sur la règle des 12,5% d'inscrits obligatoires pour se maintenir au second tour (sauf si l'on est en 1er ou 2e bien-sûr), pour éliminer le parti de Marine Le Pen dès le premier tour. La règle des 12,5% d'inscrits est effet difficile à atteindre compte-tenu des taux d'abstention importants.



Pour obtenir 12,5% des vote de l'ensemble des inscrits, avec un taux de 40% d'abstention par exemple, il faut obtenir au moins 20% des suffrages. « *Nous disons aux candidats, faites votre campagne sur vos valeurs, votre programme, creusez votre sillon, c'est le plus important. Le FN est faiblement implanté dans le Val de Marne* » , indique Christian Cambon, président de l'UMP 94.



« *Les candidats FN aux cantonales ont rarement un ancrage local, ce-sont des mercenaires avec une étiquette* » , ajoute Olivier Capitanio, président du groupe UMP au sein du Conseil général. « *Je pense qu'aucun canton n'est gagnable par le FN dans le département* », conclut Didier Dousset, président du Modem 94.



Concernant l'abstention, les représentants de la droite estiment que le caractère national de l'élection, d'habitude renouvelée pour moitié seulement tous les trois ans, va la rendre plus visible que les cantonales précédentes, « *comme une petite législative* ». Et puis, ce sera le premier scrutin après les attentats de janvier qui ont suscité une immense émotion dans le pays et donné lieu à une forte mobilisation citoyenne qui se retrouvera peut-être dans la participation, se questionnent les

responsables départementaux.

Programme : finances, non-critérisation, rayonnement métropolitain

En termes de programme, la droite val de marnaise met en avant la gestion financière, la politique du logement. « *Il faut arrêter de construire du logement social dans les villes qui sont au-delà de 40%-50% et réorienter les crédits vers la réhabilitation* » , insiste Olivier Capitanio. L'opposition dénonce également un

clientélisme dans la distribution des subventions aux associations, estimant que « plus de la moitié est versée dans des villes de gauche et seulement 20% dans les villes de droite, le reste étant affecté hors du département », précise le président de l'opposition UMP au Conseil général. Dans le collimateur de la droite départementale également : la politique de « critérisation » qui consiste en une corrélation entre la participation financière du Conseil général aux constructions de logements sociaux et de crèches et la proportion réelle de logements sociaux des villes. Pour la majorité du Conseil général, il s'agit d'encourager les villes qui font le plus d'efforts sociaux, pour l'opposition, cela renforce les inégalités. Un désaccord qui se retrouve au coeur des échanges chaque année lors de la préparation du budget.



« Nous souhaitons aussi développer une ambition plus forte pour l'Est parisien. Le Val de Marne n'a pas trouvé sa place dans la métropole », insiste Christian Cambon. « Le département n'est pas audible dans la métropole, il est isolé et n'a pas de projet. La Seine-Saint-Denis qui partait avec le même handicap a davantage avancé », souligne pour sa part Laurent Lafon, président de l'UDI 94.

Source : 94.citoyens.94 20/01/2015